

Discours de S.E. Taro KONO
Ministre des Affaires étrangères du Japon,
à la Réunion plénière 1 de la Conférence ministérielle de la TICAD
le 6 octobre 2018 à Tokyo

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Ouvrons dès maintenant la première séance plénière. C'est pour moi un grand honneur de coprésider cette réunion plénière 1 avec Mme Bience Gawanas, Conseillère spéciale pour l'Afrique de l'Organisation des Nations unies. Depuis la TICAD VI, des changements remarquables sur les plans économique, politique et de la sécurité se sont produits en Afrique et dans le monde entier. Le Japon a toujours été aux côtés de l'Afrique, adoptant une attitude de collaboration sincère pour relever ses défis et encourager sa transformation. Nous continuons d'examiner les solutions possibles de concert avec l'Afrique, tout en accordant de l'importance à l'appropriation africaine et aux partenariats internationaux. Je voudrais exprimer ma sincère gratitude à tous les participants pour leur pleine participation au processus de la TICAD.

Au cours des réunions plénières à venir, nous entendrons beaucoup d'histoires de réussite et de précieuses leçons tirées des efforts déployés jusqu'à présent. En regardant le chemin parcouru, nous déterminerons la voie à suivre pour les discussions de la TICAD 7. Je suis vraiment impatient de recevoir vos commentaires sur le processus de la TICAD.

Je voudrais d'abord présenter les progrès accomplis par le Japon au regard des mesures annoncées lors des rencontres précédentes de la TICAD. Lors de la TICAD V, le Japon a annoncé un programme d'assistance d'environ 32 milliards de dollars sur une période de 5 ans à compter de 2013. À la fin de 2017, le bilan préliminaire dépassait l'objectif. À la TICAD VI, le Japon a annoncé l'initiative « Investissement pour l'avenir de l'Afrique », d'un montant d'environ 30 milliards USD sur une période de trois ans à compter de 2016. En septembre de cette année, le bilan préliminaire se chiffrait à environ 16 milliards USD, selon un rythme différent pour chaque composante. Pour ce qui est de notre APD, j'ai le plaisir d'annoncer que de bons progrès ont été accomplis et qu'elle reste sur la bonne voie. Ici, je dois faire remarquer que davantage de prêts en

yens auraient pu être accordés sans des problèmes de viabilité de la dette dans certains pays bénéficiaires. Les prêts et garanties accordés par les Autres apports du secteur public (AASP) et d'autres institutions financières sont globalement en bonne voie, mais ont partiellement ralenti toujours en raison de problèmes liés à la viabilité de la dette des pays bénéficiaires, notamment une baisse des prix des produits de base. Evolution positive par rapport au manque de progrès enregistré en 2016, nous avons constaté une nette amélioration du montant des investissements directs étrangers (IDE) en 2017. J'aimerais également ajouter qu'outre les statistiques relatives aux IDE qui rendent compte des progrès susmentionnés, il y a de nombreux exemples d'investissements en Afrique effectués par des entreprises japonaises par l'intermédiaire de pays tiers qui ne figurent pas dans les statistiques sous forme d'investissement japonais en Afrique.

Compte tenu des progrès accomplis jusqu'à présent, nous encourageons le secteur privé japonais à investir davantage. Cependant, pour attirer les investissements étrangers, il est essentiel que les pays africains améliorent leur environnement commercial. Cela peut se faire par des moyens tels que la facilitation des accords bilatéraux d'investissement et fiscaux, la mise en place de systèmes administratifs efficaces associés à des mesures anticorruption, l'accès accru à l'information et le maintien d'une macroéconomie stable dotée d'une dette viable.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais maintenant aborder la situation actuelle en Afrique du point de vue économique, social et politique. Dans l'ensemble, on attend à ce que l'économie africaine devrait connaître une croissance soutenue au cours des prochaines années. Le Japon se félicite des efforts déployés par le continent africain pour promouvoir le commerce et les investissements, comme la signature de l'Accord pour la création de la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) et les initiatives menées par les Communautés économiques régionales (CER), ainsi que le lancement d'un marché unique du transport aérien. Le Japon encourage également le libre-échange en prenant l'initiative de la signature du Partenariat transpacifique 11 (PTP11). J'espère que nos efforts mutuels pour promouvoir le libre-échange seront liés à l'avenir et que les bénéfices du libre-échange et de l'investissement seront partagés en Afrique et dans le monde. Nous répétons l'importance de garantir des conditions de concurrence appropriées dans la quête d'un commerce libre et équitable.

Le PTP11 est un Partenariat trans-pacifique, il n'y a pas d'intention géographique. Tous les pays africains qui souhaitent rejoindre le PTP11 sont les bienvenus.

Bien que nous ayons constaté de tels développements positifs, le risque accru concernant la viabilité de la dette dans certains pays en raison de la rapide expansion des dépenses publiques et de la hausse des emprunts, en particulier les emprunts privés à taux élevés, suscite de vives inquiétudes. Il est important que les prêteurs comme les pays emprunteurs s'assurent que les dettes soient remboursables et transparentes, et que la solidité budgétaire ne soit pas détériorée. Autrement, le pays bénéficiaire tombera inévitablement dans un état de surendettement, l'empêchant de bénéficier de prêts commerciaux et concessionnels provenant d'institutions financières internationales et de donateurs, y compris le Japon. Clairement, cela pourrait entraver le processus de développement durable. Donc, aujourd'hui, j'espère assister à une discussion animée en vue de trouver les moyens appropriés de traiter ce grave problème.

Au cours de cette session, je suis également impatient de discuter des points suivants.

Premièrement, dans le domaine du commerce et de l'économie, nous devrions saisir l'élan positif actuel pour promouvoir l'entrepreneuriat en Afrique en soutenant les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), en améliorant la productivité agricole et en transformant l'économie grâce à la valorisation de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (STI).

Deuxièmement, s'agissant des aspects sociaux du commerce et du développement, les évolution rapide de la société et de l'environnement naturel en Afrique posent de nouveaux défis, tels que le retour de maladies infectieuses et d'autres défis sanitaires, l'urbanisation, les risques de catastrophe et les problèmes liés au changement climatique et à l'énergie. Le Japon continue de soutenir les efforts de l'Afrique pour accroître sa résilience et sa capacité à répondre rapidement à ces défis.

Troisièmement, en ce qui concerne les questions de nature politique, la situation de l'Afrique sur le plan de la sécurité, de l'état de droit et des droits de l'homme s'est améliorée. Plusieurs pays ont procédé à des élections pacifiques et des changements d'administration démocratiques ont eu lieu au cours des dernières années. Le Japon se félicite également des efforts régionaux de consolidation de la paix, notamment au Soudan du Sud et entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Le Japon continuera d'aider à la

consolidation des nations en Afrique, en particulier dans les domaines de la création d'institutions et du développement des ressources humaines, sur la base de nos propres enseignements et selon les besoins émergents de l'Afrique.

Mesdames et Messieurs,

Enfin, j'aimerais vous présenter le rapport 2018 de la TICAD, qui a déjà été distribué à chaque table. Il témoigne bonnes pratiques mises en œuvre et des progrès réalisés depuis la TICAD VI. La TICAD est un forum inclusif qui collabore avec divers intervenants. J'espère sincèrement que tous les participants profiteront de cette réunion ministérielle pour partager ce que votre pays ou votre organisation fait pour le développement de l'Afrique.

Je vous remercie chaleureusement et attends avec impatience la discussion à venir.